

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3454

28 décembre 2015

### SOMMAIRE

Alphabet Luxembourg .....	165792	Phoenixwatt S.à r.l. ....	165750
Alvo S.A. SPF .....	165786	Pimpampel S.à.r.l. ....	165748
Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l. ....	165775	Platinum UCITS Funds SICAV .....	165750
Luveba S.A. ....	165753	Plexus Investments S.à r.l. ....	165749
M2M S.A. ....	165749	Prestations, Maintenance, Bolting S.à r.l. ....	165748
MT Manco Luxembourg Sàrl .....	165749	Prestations, Maintenance, Bolting S.à r.l. ....	165748
MTW Toys S.A. ....	165749	Pronos SA .....	165750
MVW International Holding Company S.à r.l. ....	165749	Property Capital Partners SPF S.A. ....	165747
Nadic S.A. ....	165746	Quid S.à r.l. SPF .....	165750
Nathys Conseil s.à r.l. ....	165746	Reiota S.A. ....	165751
Naxara SA .....	165746	Restaurant um Eck s. à r.l. ....	165782
NB Global Floating Rate Income Fund (Lux) 1 S.à r.l. ....	165746	Rezo Finance S.A. ....	165751
Oceanomare S.à r.l. ....	165749	RM Design & Trading .....	165752
OCM KSH Resi Edinburgh S.à r.l. ....	165746	Rochima SCA .....	165751
Opera Masters Management S.à r.l. ....	165747	Roermond Holding (No. 3) S.à r.l. ....	165751
Optinord S.A. ....	165747	Ross Troine Autocars S.A. ....	165752
Orsea Development S.A. ....	165752	Royalties Free Holding .....	165752
Partitha S.A. ....	165747	Scaff Logistics S.A. ....	165752
Partrax S.à r.l. ....	165747	Security Storage S.à r.l. et Cie SECS .....	165751
Pesalux S.A. ....	165748	Sky GP S.à r.l. ....	165788
Petites Choses S.à r.l. ....	165748	Sky Halle S.à r.l. ....	165772
Phoenix D1 - Hohenstaufenstrasse .....	165750	SLIS S.A. SPF .....	165784
		Stella 2-Management S.à r.l. ....	165770
		Stella-Management S.à r.l. ....	165760

**OCM KSH Resi Edinburgh S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 186.305.

Les comptes annuels pour la période du 7 avril 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177751/11.

(150197566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Naxara SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.  
R.C.S. Luxembourg B 156.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NAXARA S.A.  
Société Anonyme

Référence de publication: 2015177727/11.

(150196879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Nathys Conseil s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5886 Hesperange, 484, route de Thionville.  
R.C.S. Luxembourg B 147.817.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Windhof, le 30/10/2015.

Référence de publication: 2015177726/10.

(150197192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Nadic S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.  
R.C.S. Luxembourg B 182.228.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015177724/10.

(150197291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**NB Global Floating Rate Income Fund (Lux) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 164.429.

Le bilan de la société au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.  
*Pour la société*  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2015177728/12.

(150197016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Opera Masters Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 115.891.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177760/10.

(150197351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Optinord S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9905 Troisvierges, 69, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 103.933.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177761/10.

(150196999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Partitha S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 169.698.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

44, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2015177791/13.

(150197405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Property Capital Partners SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 158.422.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 18 septembre 2015.

Référence de publication: 2015177784/11.

(150197089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Partrax S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6440 Echternach, 63, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 183.850.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015177792/10.

(150197070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Prestations, Maintenance, Bolting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 107.096.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/10/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015177781/12.

(150197474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Prestations, Maintenance, Bolting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 107.096.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/10/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015177782/12.

(150197493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Petites Choses S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-4391 Pontpierre, 29, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 156.126.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Windhof, le 30/10/2015.

Référence de publication: 2015177795/10.

(150197190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Pimpampel S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1326 Luxembourg, 7, rue Auguste Charles.

R.C.S. Luxembourg B 59.103.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177798/10.

(150196799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Pesalux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, 1, Z.I. Zare, Ilôt Ouest / BAT MGM.

R.C.S. Luxembourg B 73.178.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015177794/10.

(150197151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**MVW International Holding Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.  
R.C.S. Luxembourg B 163.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015177715/9.  
(150197121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**MTW Toys S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, Zone Industrielle.  
R.C.S. Luxembourg B 182.955.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015177713/9.  
(150196826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**MT Manco Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 187.128.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015177712/9.  
(150197106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**M2M S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8008 Strassen, 18, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 96.293.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015177716/9.  
(150197705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Oceanomare S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 186.053.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015177750/9.  
(150197278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Plexus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 13.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 186.603.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015177778/9.  
(150197709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Platinum UCITS Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 158.545.

Les comptes annuels au 31 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Platinum UCITS Funds SICAV*

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015177777/11.

(150197628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Phoenixwatt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8469 Eischen, 46, rue de la Gaïchel.

R.C.S. Luxembourg B 171.146.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Philippe Cuelenaere

*Managing Partner*

Référence de publication: 2015177776/11.

(150197738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Phoenix D1 - Hohenstaufenstrasse, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 108.719.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177775/11.

(150197162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Quid S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 182.729.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015177806/10.

(150197103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Pronos SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 156.624.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRONOS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015177803/11.

(150196880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Rezo Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8287 Kehlen, 25-27, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 162.833.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015177828/9.

(150196789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

**Reiota S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 78.655.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177827/10.

(150196807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

**Roermond Holding (No. 3) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 89.296.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015177818/9.

(150197086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

**Security Storage S.à r.l. et Cie SECS, Société en Commandite simple.**

Siège social: L-8399 Windhof, 9, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 163.762.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L -1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015177844/14.

(150197229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

**Rochima SCA, Société en Commandite par Actions - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 176.234.

## RECTIFICATIF

Cette mention remplace la version déposée antérieurement le 22 mai 2014 sous le No: L140084722

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015177815/12.

(150197212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

**Ross Troine Autocars S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9631 Allerborn, Maison 1A.

R.C.S. Luxembourg B 95.215.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Allerborn, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177831/10.

(150197119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Scaff Logistics S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 81.342.

Les comptes annuels au 31 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

44, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2015177842/13.

(150197407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**RM Design & Trading, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 59, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 91.805.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177830/10.

(150197601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Royalties Free Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 185.062.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177833/10.

(150197484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Orsea Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 141.177.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

ORSEA DEVELOPMENT S.A.

Référence de publication: 2015177763/11.

(150197216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

---

**Luveba S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8069 Bertrange, 7, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 137.072.

L'an deux mille quinze, le quinzième jour du mois de décembre.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «LUVEBA S.A.», une société anonyme, ayant son siège social à L-11143 Luxembourg, 24 rue Astrid, constituée suivant acte reçu par Me Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, le 28 janvier 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 885 du 10 avril 2008, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster en date du 9 mars 2012 publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1364 du 1<sup>er</sup> juin 2012;

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 137072, (ci-après dénommée la «Société»).

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 14 heures sous la présidence de Monsieur Nicolas HAMEL, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur François GALERA, directeur, demeurant à Walferdange.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

1) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Présentation du projet d'apport de branche d'activité publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2682 du 1<sup>er</sup> octobre 2015;

2.- Renonciation à l'examen du projet d'apport de branche d'activité par des experts indépendants ainsi qu'au rapport d'expert, en application de l'article 296 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée

3.- Approbation du projet d'apport de branche d'activité et décision de réaliser l'apport de branche d'activité;

4.- Augmentation subséquente du capital social à concurrence de cent mille euros (100.000,-EUR) avec émission de mille (1.000) nouvelles actions sans désignation de valeur nominale, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes;

5.- Modification corrélative de l'article 5 al. 1 des statuts aux fins de lui donner la teneur suivante:

«Le montant du capital social souscrit est de 265.000 EUR (deux cent soixante-cinq mille euros) représenté par 2.650 (deux mille six cent cinquante) actions sans désignation de la valeur nominale.»;

6.- Décision de transférer le siège social à Bertrange;

7.- Décision de refondre les statuts incluant une modification de l'objet social pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet l'exploitation d'une société commerciale, import et export, achat et vente, de représentation, de prospection et de promotion; le commerce, la production, la location et la conception de tout type de produits et de matériels pour l'industrie ainsi que le négoce de ces produits et matériels dans le domaine de l'industrie.

Elle pourra en outre prendre des participations, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, ainsi qu'assurer la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La société peut, par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, succursales, agences et bureaux.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter, même par émission d'obligations, ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations tendant à favoriser l'accomplissement de son objet social.»;

8.- Constatation de la réalisation définitive de l'apport de branche d'activité avec reconnaissance de la date effective de l'apport de la branche d'activité d'un point de vue comptable;

9.- Divers.

II) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée "ne varietur" par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

III) Il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité du capital social est présente ou représentée à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le président constate que la présente assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Le président soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes, prises à l'unanimité.

#### *Première résolution*

L'assemblée générale entend le projet commun d'apport de branche d'activité du 16 septembre 2015, entre la société «Alma Services SAS», société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 4A, Boulevard de la Gare-Porte 1, F-94470 Boissy St Leger, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 391 997 277 (ci-après dénommée la «Société Apporteuse»), et la société «Luveba S.A.», société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 24 rue Astrid, L-1143 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137072 (ci-après dénommée la «Société Bénéficiaire»).

En vertu dudit projet, la Société Apporteuse fera apport à la Société Bénéficiaire de sa branche complète et autonome d'activité de maintenance pour URV (Unité de Récupération de Vapeur), en soumettant l'opération au régime juridique des scissions, moyennant l'apport de l'ensemble des éléments d'actif et de passif constituant ladite branche d'activité (incluant les droits et obligations résultant de contrats de travail ou de relations de travail), à charge pour la Société Bénéficiaire d'attribuer à la Société Apporteuse en rémunération de cet apport, mille (1.000) nouvelles actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale constate que:

1) ledit projet a fait l'objet:

- au Grand-Duché de Luxembourg, d'un dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 29 septembre 2015 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°2682 du 1<sup>er</sup> octobre 2015;

- en France, d'un dépôt au greffe du tribunal de commerce de CRETEIL le 28 septembre 2015 et publié (i) dans un journal d'annonces légales «LE JOURNAL LA LOI» en date du 30 septembre 2015 et (ii) au BODACC en date du 8 octobre 2015.

2) les actionnaires de la Société Apporteuse et les actionnaires de la Société Bénéficiaire ont renoncé en date du 14 août 2015 et du 24 août 2015, à l'examen du projet commun d'apport de branche d'activité par des experts indépendants ainsi qu'au rapport d'expert, en application de l'article 296 (1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi»);

3) les documents suivants ont été mis à la disposition des actionnaires pour consultation, et ce, au siège social de la Société Bénéficiaire:

- le Projet Commun d'apport de branche d'activité;

- les comptes annuels de la Société Bénéficiaire des trois (3) derniers exercices financiers ainsi que les rapports de gestion qui s'y rapportent;

- les comptes annuels de la Société Apporteuse des trois (3) derniers exercices financiers ainsi que les rapports de gestion qui s'y rapportent.

Une attestation, certifiant le dépôt de ces documents pour la Société Bénéficiaire, restera annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée et ce, après avoir été signée "ne varietur" par les comparants et le notaire soussigné.

4) L'assemblée générale des actionnaires de la Société Apporteuse a approuvé préalablement au présent acte le projet commun d'apport de branche d'activité.

Le Comité d'Entreprise (institution représentative du personnel de la Société Apporteuse) a été informé et consulté au cours d'une réunion qui s'est tenue le 16 octobre 2015. Ledit Comité d'Entreprise a approuvé ledit transfert d'activité à l'unanimité.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale décide d'approuver le projet commun d'apport de branche d'activité du 16 septembre 2015, précité, et de soumettre l'opération au régime des scissions organisé par les articles 285 à 308 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, hormis l'article 303, en application de l'article 308bis-5, avec effet sur le plan comptable et fiscal au 1<sup>er</sup> juillet 2015, à charge d'émettre mille (1.000) actions nouvelles entièrement libérées au titre de

l'augmentation de capital en rémunération de l'apport évalué à trois cent dix-neuf mille cinq cent soixante-et-un euros (319.561 EUR).

L'assemblée générale constate que, contrairement aux termes du projet commun d'apport de branche d'activité du 16 septembre 2015, précité, l'augmentation de capital est à fixer à un montant de cent mille cent euros (100.000 EUR) au lieu de d'un montant initial de cent soixante-six mille cent trente euros (166.130 EUR) et qu'il y a lieu d'inscrire une prime d'émission d'un montant de deux cent dix-neuf mille cinq cent soixante-et-un euros (219.561 EUR) au passif du bilan de la Société Bénéficiaire au lieu d'un montant initial de cent cinquante-trois mille quatre cent trente et un euros (153.431 EUR) et sur laquelle porteront les droits de tous ses actionnaires anciens et nouveaux.

Sur ce l'assemblée générale a pris connaissance du rapport du réviseur aux apports, Atwell, société à responsabilité, cabinet de révision agréé, ayant son siège social au 17 rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169787, signé par Monsieur Christophe Deschamps, réviseur d'entreprises agréé, demeurant professionnellement à Luxembourg en date du 3 novembre 2015, en application de l'article 26-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, dont les conclusions sont les suivantes:

“**8. Conclusion.** Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et au pair comptable des actions de LUEVEBA S.A. à émettre en contrepartie, augmentée de la prime d'émission.”

Ce rapport après avoir été signé «ne varietur» par les membres de l'assemblée générale, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés le notaire instrumentant, restera annexé à cet acte pour les besoins des formalités d'enregistrement.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide en conséquence en rémunération de cet apport d'augmenter le capital social de la Société Bénéficiaire à concurrence d'un montant de cent mille euros (100.000 EUR) pour le porter de son montant actuel de cent soixante-cinq mille euros (165.000 EUR) au montant de deux cent soixante-cinq mille euros (265.000 EUR) et d'émettre mille (1.000) actions nouvelles entièrement libérées.

Lesdites nouvelles actions sont attribuées à la Société Apporteuse.

L'alinéa premier de l'article 6 est modifié, pour lui donner la teneur suivante:

«Le montant du capital social souscrit est de deux cent soixante-cinq mille euros (265.000 EUR) représenté par deux mille six cent cinquante (2.650) actions sans désignation de la valeur nominale.»

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société du 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg au 7, rue de l'Industrie, L-8069 Bertrange.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale décide de refondre les statuts de la société incluant une modification de l'objet social tel que mentionné au point 8 de l'agenda de la présente assemblée, statuts qui auront désormais la teneur suivante:

#### **«Titre I<sup>er</sup> . - Dénomination, Objet, Siège social, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée "LUEVEBA S.A.".

**Art. 2.** La société a pour objet l'exploitation d'une société commerciale, import et export, achat et vente, de représentation, de prospection et de promotion; le commerce, la production, la location et la conception de tout type de produits et de matériels pour l'industrie ainsi que le négoce de ces produits et matériels dans le domaine de l'industrie.

Elle pourra en outre prendre des participations, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, ainsi qu'assurer la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La société peut, par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, succursales, agences et bureaux.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter, même par émission d'obligations, ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations tendant à favoriser l'accomplissement de son objet social.

**Art. 3.** Le siège de la société est établi à Bertrange.

Il peut être transféré par simple décision du conseil d'administration à l'intérieur de cette commune et par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires comme en matière de modification des statuts, dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra même être transféré à l'étranger, sur simple décision du conseil d'administration, lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seraient imminents, et ce jusqu'à la disparition desdits événements. Nonobstant un tel transfert à l'étranger qui ne peut être que temporaire, la nationalité de la société restera luxembourgeoise.

En toute autre circonstance, le transfert du siège de la société à l'étranger et l'adoption par la société d'une nationalité étrangère ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et des obligataires.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée illimitée.

## **Titre II. - Capital, Actions**

**Art. 5.** Le montant du capital social souscrit est de deux cent soixante-cinq mille euros (265.000 EUR) représenté par deux mille six cent cinquante (2.650) actions sans désignation de la valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut racheter ses propres actions conformément aux conditions prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

**Art. 6.**

6.1 Principes - Toute cession ou transmission des actions entre vifs est soumise à l'agrément du cessionnaire et/ou à l'exercice d'un droit de préemption au profit des autres actionnaires (les «Bénéficiaires») conformément à la procédure suivante.

6.2 Première phase de la procédure: l'agrément du cessionnaire

L'actionnaire désirant céder ses actions (le «Candidat-Cédant») à un non-actionnaire (le «Candidat-Cessionnaire») doit en informer préalablement le conseil d'administration en lui notifiant son projet de cession (le «Projet de Cession») par lettre recommandée ou lettre, avec accusé de réception (la «Notification»).

Cette Notification devra indiquer:

- les nom, prénom et domicile - ou dénomination et siège social - du/des cessionnaire(s), ainsi que, le cas échéant, toutes informations complémentaires permettant une claire identification du ou des cessionnaires, et notamment des actionnaires et le cas échéant des bénéficiaires ultimes de la personne morale ou entité bénéficiaire du Projet de Cession,

- le prix par actions,

- le nombre d'actions concernées par le Projet de Cession.

La régularité de la Notification est vérifiée par le conseil d'administration qui, en cas de défaut, invite la partie notificante à procéder à une nouvelle notification régulière.

Dans les quinze (15) jours de la Notification du Projet de Cession, le conseil d'administration adresse aux actionnaires, individuellement, une copie du Projet de Cession notifié et convoque l'Assemblée générale pour qu'elle statue sur l'agrément du Candidat-Cessionnaire.

L'Assemblée générale prend position dans les quinze (15) jours de sa convocation. Elle est prise à la majorité des deux tiers des actionnaires disposant du droit de vote. Le conseil d'administration en assure la notification, sans délai, au Candidat-Cédant. A défaut de décision positive, l'agrément est censé être refusé. Il en est de même si l'Assemblée générale décidait de ne pas se réunir ou de ne pas statuer.

En cas d'octroi de l'agrément, les actions ne pourront être cédées qu'au Candidat-Cessionnaire agréé et à des conditions au moins égales aux conditions notifiées, le tout dans les six (6) mois, au plus tard, de la Notification initiale. A défaut la procédure devra être recommencée.

En cas de refus d'agrément, le Candidat-Cédant dispose de quinze (15) jours, à dater de la notification par le conseil d'administration de la décision de l'Assemblée, ou de l'absence de décision, pour lui notifier s'il renonce ou non à son projet de cession. A défaut de notification, il est présumé renoncer.

En cas de cession envisagée entre actionnaires de la Société, il est passé outre cette première phase, la cession étant toutefois soumise à l'exercice de leur droit de préemption par les Bénéficiaires.

### 6.3 Deuxième phase de la procédure: la préemption des actions

Si le Candidat-Cédant persiste dans son intention de céder ses actions, le conseil d'administration invite les Bénéficiaires du droit de préemption à soit exercer leur droit soit y renoncer en lui notifiant leur décision par voie de lettre recommandée ou lettre avec accusé de réception endéans les quinze (15) jours.

Les actionnaires-Bénéficiaires disposent alors d'un délai de quinze (15) jours pour exercer leur droit de préemption (le «Délai de Préemption»). Si le délai de quinze (15) jours est écoulé sans réponse des actionnaires leur renonciation au droit de préemption sera prononcée sans possibilité de recours.

#### 6.3.1 Conditions d'exercice du droit de préemption

Chaque Bénéficiaire devra, s'il désire préempter, notifier au conseil d'administration, endéans le Délai de Préemption, son intention d'acheter tout ou partie des actions dont la cession est projetée. Il devra indiquer le nombre maximum d'actions qu'il est prêt à acheter dans ce cadre, y compris les actions qu'il est prêt à acquérir en cas de renonciation totale ou partielle par les autres Bénéficiaires à leur droit de préemption. Un défaut de notification dans ce délai vaudra renonciation à l'exercice du droit de préemption.

#### 6.3.2 Répartition des actions entre les Bénéficiaires

Si le total d'actions que les Bénéficiaires ont indiqué être prêts à préempter est supérieur ou égal au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions dont la cession est envisagée seront en priorité réparties entre les Bénéficiaires qui auront exercé leur droit de préemption, en proportion du nombre d'actions détenu par chaque Bénéficiaire dans le capital de la Société.

Les fractions d'actions sont arrondies à l'entier le plus proche. A défaut d'entier le plus proche, l'action fractionnée en deux parties égales est attribuée par tirage au sort.

#### 6.3.3 Rôle du Conseil d'Administration

La répartition des actions entre les Bénéficiaires est effectuée selon les règles ci-dessus par le Conseil d'Administration, qui en rend compte aux Bénéficiaires ayant exercé leurs droits de préemption.

#### 6.3.4 Réalisation de la Cession des actions aux Bénéficiaires en cas de préemption

Les actions réparties entre les Bénéficiaires leur seront vendues par le Candidat-Cédant contre numéraire à un prix par titre égal au prix unitaire ou à la valeur unitaire indiqué par le Candidat-Cédant dans la Notification.

Le Conseil d'Administration sera chargé de notifier à chacun des Bénéficiaires ayant exercé ses droits de préemption, avec copie au Candidat-Cédant,

le nombre d'actions qu'il pourra préempter en application des règles de répartition mentionnées ci-avant.

La Cession des actions préemptées par les Bénéficiaires devra intervenir au plus tard dans les trente (30) jours suivant la dernière des notifications faites par les Bénéficiaires mettant en oeuvre leur droit de préemption. Elle sera réalisée par la simple remise aux Bénéficiaires autorisés des documents juridiques permettant d'inscrire le transfert des actions dans les registres sociaux, contre versement immédiat du prix au Candidat-Cédant ou à toute(s) personne(s) désignée(s) par lui pour recevoir le prix. Les actions cédées devront être libres de tout gage, nantissement et autre sûreté.

En cas de non paiement de la totalité du prix de Cession par les Bénéficiaires concernés, rendant impossible la Cession par le Candidat-Cédant de la totalité de ses actions aux Bénéficiaires ayant exercé leur droit de préemption, les actions attribuées au(x) Bénéficiaire(s) en défaut de paiement feront l'objet par le conseil d'administration d'une réattribution en application des points 6.3.2 et 6.3.3 du présent article (la «Réattribution»).

La Réattribution se fera sous réserve que les Bénéficiaires, à l'exclusion du/des Bénéficiaire(s) en défaut de paiement aient indiqué être prêts à préempter un nombre d'actions supérieur ou égal au nombre d'actions dont la cession est envisagée.

#### 6.3.5 Réalisation du projet de Cession à défaut de préemption

A défaut de Réattribution, si le total des actions que les Bénéficiaires, à l'exclusion du/des Bénéficiaire(s) en défaut de paiement, ont indiqué être prêt(s) à préempter n'atteint ni n'excède le nombre d'actions dont la cession est envisagée, la cession projetée au Candidat-Cessionnaire pourra être réalisée conformément à l'article 6.4.

Si le total des actions que les Bénéficiaires ont indiqué être prêt(s) à préempter n'atteint ni n'excède le nombre d'actions dont la Cession est envisagée, la Cession projetée au Candidat-Cessionnaire pourra être réalisée conformément à l'article 6.4.

### 6.4 Troisième phase de la procédure: le défaut de préemption.

6.4.1 La cession projetée par le Candidat-Cédant au profit du Candidat-Page 13 -Cessionnaire pourra être réalisée dès lors que les droits de préemption auront été régulièrement purgés conformément aux stipulations de l'article 6.3 ci-avant, sous réserve que:

(a) le Candidat-Cessionnaire soit agréé par l'Assemblée générale, dûment convoquée par le Conseil d'Administration ayant constaté le défaut de préemption et la libre cessibilité au Candidat-Cessionnaire dans un délai de trente (30) jours suivant ladite constatation, sachant que l'agrément ne pourra plus être refusé au Candidat-Cessionnaire;

(b) la Cession au Candidat-Cessionnaire soit réalisée dans les trente (30) jours suivant l'agrément du cessionnaire;

(c) la Cession au Candidat-Cessionnaire soit réalisée, mutatis mutandis, aux mêmes prix, termes et conditions que ceux stipulés dans la Notification, étant précisé que toute modification des prix, termes et/ou conditions constituera une nouvelle cession soumise aux droits de préemption.

6.4.2 La cession projetée entre actionnaires de la Société pourra être réalisée dès lors que les droits de préemption auront été régulièrement purgés conformément aux stipulations de l'article 6.3 ci-avant sous réserve de ce que:

(a) la Cession au Candidat-Cessionnaire soit réalisée dans les trente (30) jours suivant l'agrément du cessionnaire;

(b) la Cession au Candidat-Cessionnaire soit réalisée, mutatis mutandis, aux mêmes prix, termes et conditions que ceux stipulés dans la Notification, étant précisé que toute modification des prix, termes et/ou conditions constituera une nouvelle cession soumise aux droits de préemption.

Toute cession faite en violation de ce qui précède est inopposable à la société et aux actionnaires.

### **Titre III. - Administration**

**Art. 7.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins,- actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leurs pouvoirs, pour une durée qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles et révocables à tout moment. Le nombre des administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Si une personne morale est nommée au poste d'administrateur de la Société, cette personne morale devra désigner un représentant permanent qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale. La personne morale susvisée ne peut démettre son représentant permanent qu'à la condition de lui avoir déjà désigné un successeur.

Si, par suite de démission, décès ou toute autre cause, un poste d'administrateur nommé par l'assemblée générale devient vacant, les administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 8.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale.

Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration soumet à l'assemblée générale pour approbation les orientations retenues pour la réalisation de l'objet social de la société.

**Art. 9.** Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs et/ou agents, associés ou non.

L'assemblée générale peut procéder à la nomination d'un ou de plusieurs directeur(s).

**Art. 10.** La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société seule, représentée par son conseil d'administration. Il peut donner qualité à un ou plusieurs administrateurs, soit seuls soit conjointement, pour ce faire.

**Art. 11.** Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer si une majorité de ses membres sont présents ou représentés. Chaque administrateur peut se faire représenter. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues à la fois.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix, le président a une voix prépondérante.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent transmettre leurs votes par tout moyen écrit de télécommunication.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les membres du Conseil d'Administration peuvent valablement délibérer. La participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration peut prendre des résolutions par la voie circulaire.

Les propositions de résolutions sont dans ce cas transmises aux membres du conseil d'administration par écrit qui font connaître leurs décisions par écrit. Les décisions sont considérées prises si une majorité d'administrateurs a émis un vote favorable.

Il est dressé procès-verbal des décisions du conseil d'administration. Les extraits des décisions du conseil d'administration sont délivrés conformes par le président, à son défaut par deux administrateurs.

#### **Titre IV. - Assemblée des actionnaires**

**Art. 12.** Le conseil d'administration ainsi que les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale quand ils le jugent opportun. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations de toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut subordonner l'admission des propriétaires d'actions au porteur à la présentation préalable d'une attestation établie par le dépositaire agréé désigné par le Conseil d'administration conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, mais au maximum cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire a le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire, chaque action donnant droit à une voix.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites par un administrateur, un directeur ou un agent chargé de la gestion journalière des affaires de la société ou son remplaçant au moins deux semaines avant la date prévue à cet effet. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre de jour.

**Art. 13.** L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Les extraits et copies des procès-verbaux des assemblées générales sont délivrés conformes par un administrateur ou son mandataire.

**Art. 14.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit en le troisième mardi de juin à 14 heures au siège social ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg à désigner dans les avis de convocation.

L'assemblée générale annuelle est appelée à approuver les comptes et les rapports annuels et à se prononcer sur la décharge des organes sociaux. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

#### **Titre V. - Surveillance**

**Art. 15.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires.

Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles.

#### **Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année, le trente et un décembre, les livres, registres et comptes de la société sont arrêtés. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que l'annexe aux comptes annuels.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale. Toute distribution de dividende se fera en fonction des parts d'actions.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder en cours d'exercice au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

#### **Titre VII.- Dissolution, Liquidation**

**Art. 17.** La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

#### **Titre VIII. - Disposition générale**

**Art. 18.** Les présents statuts ne sont pas immuables et pourront être modifiés si besoin.

Toutefois, les décisions des associés ayant pour objet une modification des statuts ou la liquidation de la société ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts des actions.

Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.»

#### *Septième résolution*

L'assemblée générale constate que toutes les conditions préalables mentionnées dans le projet d'apport de la branche d'activité ont été satisfaites.

L'assemblée générale constate en conséquence que l'apport de la branche d'activité est réalisé avec effet à la date du présent acte, étant précisé que d'un point de vue comptable et fiscal, les opérations par la branche d'activité précitée de la Société Apporteuse sont accomplies pour compte de la Société Bénéficiaire avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015.

L'apport de la branche d'activité sera effectif et prendra effet à l'égard des tiers après publication du présent procès-verbal d'assemblée générale conformément à l'article 302 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare conformément aux dispositions de l'article 300(2) de la Loi avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société Bénéficiaire ainsi que du projet commun d'apport de branche d'activité.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 14 heures 30.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à deux mille trois cents euros (2.300,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée aux comparants à Luxembourg, tous connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Hamel, Nezar, Galera, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/39995. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur* (signé): Paul MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205664/405.

(150230590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

#### **Stella-Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 201.784.

#### STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of November.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

#### THERE APPEARED:

Swiss Life AG, an Aktiengesellschaft incorporated and existing under the laws of Switzerland, registered with the Handelsregister des Kantons Zürich under number CHE-105.928.677 having its registered office at c/o Swiss Life AG, General-Guisan-Quai 40, 8002 Zürich, Switzerland,

here represented by Mrs. Simone Baier, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Zürich, on 18 November 2015.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

#### **A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Stella-Management S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

#### **Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in Stella SCS, that shall be organised as a société en commandite simple (S.C.S.) and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, and to act as its general partner and statutory manager with unlimited liability, in order to control and manage the investment program(s) of Stella SCS.

2.2 In connection thereto, the Company may also hold interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and manage, control and develop its portfolio.

2.3 The Company may further guarantee, grant loans, grant security in favour of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, in the context and for the purpose of organising, supporting and/or furthering the activities of Stella SCS.

2.4 The Company may borrow in any kind or form and issue bonds and notes, in the context and for the purpose of organising, supporting and/or furthering the activities of Stella SCS.

2.5 The Company may in addition generally carry out any commercial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment of its purposes in connection with the investment activities of Stella SCS.

2.6 The Company may also act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations, and/or act as general partner, of any Luxembourg or foreign entity.

2.7 An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

### **Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## **B. Share capital - Shares**

### **Art. 5 Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

### **Art. 6. Shares.**

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

### **Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.**

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

### **C. Decisions of the shareholders**

#### **Art. 8. Collective decisions of the shareholders.**

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

**Art. 9 General meetings of shareholders.** In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

#### **Art. 10. Quorum and vote.**

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

**Art. 11. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 12. Amendments of the articles of association.** Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

### **D. Management**

#### **Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers**

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

#### **Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.**

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

#### **Art. 15. Vacancy in the office of a manager.**

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

**Art. 16. Convening meetings of the board of managers.**

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

**Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.**

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

**Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.**

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

**Art. 19. Dealing with third parties.** The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

**E. Audit and supervision****Art. 20. Auditor(s).**

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

## F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

**Art. 21. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of October of each year and shall end on the thirtieth of September of the next year.

### **Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.**

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

### **Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

## G. Liquidation

### **Art. 24. Liquidation.**

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

## H. Final clause - Governing law

**Art. 25. Governing law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 30 September 2016.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

### *Subscription and payment*

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Swiss Life AG, aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand eight hundred euro (EUR 1,800).

*Resolutions of the incorporating shareholder*

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Matthias Kath-Burdack, born on 29.09.1970 in Jena, with professional address at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(ii) Vincent Charuel, born on 28 January 1978 in Saint-Quentin, France, with professional address at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

(iii) Uwe Druckenmüller, born on 21 June 1961 in Albstadt-Ebingen, Germany, with professional address at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahr zweitausendundfünfzehn, am neunzehnten November.

Vor uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Swiss Life AG, eine nach schweizerischem Recht gegründete und bestehende Aktiengesellschaft, eingetragen im Handelsregister des Kantons Zürich unter der Nummer CHE-105.928.677, mit eingetragenem Sitz in c/o Swiss Life AG, General-Guisan-Quai 40, 8002 Zürich, Schweiz,

hier vertreten durch Simone Baier, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 18. November 2015, ausgestellt in Zürich.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche folgende Satzung haben soll:

**A. Name - Zweck - Dauer - Sitz**

**Art. 1. Name - Rechtsform.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Stella-Management S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

**Art. 2. Zweck der Gesellschaft**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen an Stella SCS, welche als dem luxemburgischen Recht unterliegende Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) gegründet werden soll. Die Gesellschaft soll insbesondere als Komplementärin und Geschäftsführerin mit unbeschränkter Haftung der Stella SCS handeln um deren Investitionsprogramme zu kontrollieren und zu verwalten.

2.2 In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft weiterhin Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition halten, Wertpapiere jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise erwerben und diese durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form übertragen, und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen erledigen.

2.3 Im Zusammenhang mit und zum Zweck der Organisation, Unterstützung und Förderung der Aktivitäten der Stella SCS kann die Gesellschaft anderen Gesellschaften, an welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.4 Die Gesellschaft kann im Zusammenhang mit und zum Zweck der Organisation, Unterstützung und Förderung der Aktivitäten der Stella SCS in jeder Form Gelder aufbringen, inklusive mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen und Schuldscheinen.

2.5 Die Gesellschaft kann weiterhin alle Tätigkeiten kaufmännischer und finanzieller Natur vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke und im Zusammenhang mit den Investitionstätigkeiten der Stella SCS förderlich erscheinen.

2.6 Die Gesellschaft kann auch als Gesellschafter/Aktionär mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für die Schulden und Verpflichtungen jeglicher luxemburgischen und ausländischen Gesellschaft handeln.

2.7 Ein weiterer Gesellschaftszweck ist der Erwerb und Verkauf von Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, einschließlich der direkten oder indirekten Beteiligung an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, deren Hauptzweck der Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf oder Verwaltung von Immobilien ist.

#### **Art. 3. Dauer.**

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

#### **Art. 4. Sitz.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

### **B. Gesellschaftskapital - Anteile**

#### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

#### **Art. 6. Anteile.**

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

#### **Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.**

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von Ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden oder einem sonstigen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

### **C. Entscheidungen der Gesellschafter**

#### **Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.**

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

**Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter.** Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

**Art. 10. Quorum und Abstimmung.**

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben.

**Art. 11. Änderung der Nationalität.** Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

**Art. 12. Änderung der Satzung.** Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

#### D. Geschäftsführung

**Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.**

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den Einzelgeschäftsführer auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

**Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.**

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

**Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.**

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

**Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.**

16.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, EMail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen

des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

#### **Art. 17. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.**

17.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

#### **Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.**

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

**Art. 19. Geschäfte mit Dritten.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, oder durch (ii) die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

### **E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft**

#### **Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.**

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

#### **F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden**

**Art. 21. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober eines jeden Jahres und endet am dreißigsten September des nächsten Jahres.

##### **Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.**

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

##### **Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.**

23.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

#### **G. Liquidation**

##### **Art. 24. Liquidation.**

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

#### **H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht**

**Art. 25. Anwendbares Recht.** Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

##### *Übergangsbestimmungen*

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 30. September 2016.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

##### *Zeichnung und Zahlung*

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden von Swiss Life AG, vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Der Preis für die so gezeichneten Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) Euro wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

*Auslagen*

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.800 geschätzt.

*Beschlüsse der Gründungsgesellschafterin*

Die Gründungsgesellschafterin, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert, hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.
2. Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

(i) Matthias Kath-Burdack, geboren am 29. September 1970 in Jena, Deutschland, geschäftsansässig in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

(ii) Vincent Charuel, geboren am 28. Januar 1978 in Saint-Quentin, Frankreich, geschäftsansässig in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

(iii) Uwe Druckenmüller, geboren am 21. Juni 1961 in Albstadt-Ebingen, Deutschland, 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: S. BAIER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 19 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/36506. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 23. November 2015.

Référence de publication: 2015193016/544.

(150215657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

**Stella 2-Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxemburg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 201.784.

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am fünfundzwanzigsten November.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Simone Baier, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg,

Diese Erschienene, welche gehandelt hat als Vertreterin des alleinigen Gesellschafters Swiss Life AG, eine nach schweizerischem Recht gegründete und bestehende Aktiengesellschaft, eingetragen im Handelsregister des Kantons Zürich unter der Nummer CHE-105.928.677, mit eingetragenem Sitz in c/o Swiss Life AG, General-Guisan-Quai 40, 8002 Zürich, Schweiz, bei der Gründung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Stella-Management S.à r.l.“, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz: 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, beurkundet durch Notar Henri Hellinckx am 19. November 2015,

ersucht den Notar Folgendes zu beurkunden und zu berichtigen:

1) Der Name der Gesellschaft soll Stella 2 - Management S.à r.l. lauten und Artikel 1 der Satzung soll folgenden Wortlaut in der englischen und in der deutschen Fassung erhalten; und

**Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Stella 2-Management S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

**Art. 1. Name - Rechtsform.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Stella 2-Management S.à r.l. (die “Gesellschaft”), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

2) Der Gesellschaftszweck soll folgenden Wortlaut in der englischen und in der deutschen Fassung erhalten.

## **Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in Stella 2 SCS, that shall be organised as a société en commandite simple (S.C.S.) and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, and to act as its general partner and statutory manager with unlimited liability, in order to control and manage the investment program(s) of Stella 2 SCS.

2.2 In connection thereto, the Company may also hold interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and manage, control and develop its portfolio.

2.3 The Company may further guarantee, grant loans, grant security in favour of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, in the context and for the purpose of organising, supporting and/or furthering the activities of Stella 2 SCS.

2.4 The Company may borrow in any kind or form and issue bonds and notes, in the context and for the purpose of organising, supporting and/or furthering the activities of Stella 2 SCS.

2.5 The Company may in addition generally carry out any commercial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment of its purposes in connection with the investment activities of Stella SCS.

2.6 The Company may also act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations, and/or act as general partner, of any Luxembourg or foreign entity.

2.7 An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

## **Art. 2. Zweck der Gesellschaft.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen an Stella 2 SCS, welche als dem luxemburgischen Recht unterliegende Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) gegründet werden soll. Die Gesellschaft soll insbesondere als Komplementärin und Geschäftsführerin mit unbeschränkter Haftung der Stella 2 SCS handeln um deren Investitionsprogramme zu kontrollieren und zu verwalten.

2.2 In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft weiterhin Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition halten, Wertpapiere jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise erwerben und diese durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form übertragen, und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen erledigen.

2.3 Im Zusammenhang mit und zum Zweck der Organisation, Unterstützung und Förderung der Aktivitäten der Stella 2 SCS kann die Gesellschaft anderen Gesellschaften, an welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.4 Die Gesellschaft kann im Zusammenhang mit und zum Zweck der Organisation, Unterstützung und Förderung der Aktivitäten der Stella SCS in jeder Form Gelder aufbringen, inklusive mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen und Schuldscheinen.

2.5 Die Gesellschaft kann weiterhin alle Tätigkeiten kaufmännischer und finanzieller Natur vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke und im Zusammenhang mit den Investitionstätigkeiten der Stella SCS förderlich erscheinen.

2.6 Die Gesellschaft kann auch als Gesellschafter/Aktionär mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für die Schulden und Verpflichtungen jeglicher luxemburgischen und ausländischen Gesellschaft handeln.

2.7 Ein weiterer Gesellschaftszweck ist der Erwerb und Verkauf von Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, einschließlich der direkten oder indirekten Beteiligung an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, deren Hauptzweck der Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf oder Verwaltung von Immobilien ist.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. BAIER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 25 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/37138. Reçu douze euros (12.- EUR)

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 27. November 2015.

Référence de publication: 2015193017/80.

(150215657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

---

**Sky Halle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 149.892.

—  
In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of December.

In front of Maître Martine Schaeffer, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Captiva Sky Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.871 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mr Gianpiero SADDI, notary clerk, with professional address at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the Sole Shareholder of Sky Halle S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.892, incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer dated 7 December 2009 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 35 dated 7 January 2010 (the "Absorbed Company 2").

II.- It is intended to merge the Absorbed Company 2 and

Sky Greifswald S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.883, (the "Absorbed Company 1"), together with the Absorbed Company 2, referred as the "Absorbed Companies",

into

Sky GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.884, (the "Absorbing Company"), together with the Absorbed Companies referred as the "Merging Companies", whereby the Absorbed Companies will cease to exist, and their entire assets and liabilities will be transferred to the Absorbing Company (the "Merger").

III.- The 12,500 (twelve thousand five hundred) shares of a nominal value of EUR 1 (one euro) each, representing the whole share capital of the Absorbed Company 2, are represented so that the Sole Shareholder can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly state having been duly informed beforehand.

IV.- The provisions of the Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915, as amended (the "Law") regarding mergers have been complied with as follows:

- Publication of the common terms of merger (the "Common Terms of Merger") in the Mémorial C number 2990 on 31 October 2015, being a period of at least one month before the date of the extraordinary general meetings of the shareholders of the Merging Companies convened to decide on the Merger;

- Deposit of the documents required by Article 267 of the Law at the registered office of the Merging Companies one month before the date of the extraordinary shareholders general meetings of the Merging Companies convened to decide on the Merger.

V.- That the shareholders of the Merging Companies have waived pursuant to written resolutions dated September 30, 2015 the requirement of a special report of the management board in relation to the Common Terms of Merger, in accordance with article 265(3) of the Law.

VI.- That the shareholders of the Merging Companies have waived pursuant to written resolutions dated September 30, 2015 the requirement that the Merger Plan be examined by independent experts, in accordance with article 266(5) of the Law.

VII.- The agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

1. Waiving of notice right;
2. Presentation and approval of the Common Terms of Merger established by the Absorbed Company 2, Sky GP S.à r.l. and Sky Greifswald S.à r.l. and acknowledgement of the availability of documents in relation to the merger;

3. Approval of the absorption of the Absorbed Company 2 and Sky Greifswald S.à r.l. by Sky GP S.à r.l. as described in the above mentioned Common Terms of Merger;

4. Approval of the granting of full discharge to the managers of the Absorbed Company 2 in connection with resolution 3 above; and

5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved, the Sole Shareholder declares the following:

*First resolution:*

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further noted that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

*Second resolution:*

The Sole Shareholder acknowledges that the board of managers of the Absorbed Company 2 has approved the Common Terms of Merger entered into between the Absorbing Company and the Absorbed Companies on 30 September 2015.

*Common Terms of Merger*

The Common Terms of Merger have been executed by the Absorbing Company and the Absorbed Companies under private seal on September 30, 2015 and published in the Mémorial C, number 2990 dated 31 October 2015.

*Public documentation*

In accordance with Article 267 of the Law, the Sole Shareholder had due knowledge of the legal documentation in relation to the Merger that has been made available for inspection at the registered office of the Absorbed Company 2.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolution has been passed:

*Third resolution:*

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger, which is described in the Common Terms of Merger.

The Merger shall become effective on the day of the execution of the notarial deed containing the minutes of the extraordinary general meetings of the sole shareholder of the Absorbing Company approving the Merger and of the Sole Shareholder of the Absorbed Companies approving the Merger, on which date notably the Absorbed Companies will cease to exist and their assets and liabilities shall be transferred by operation of law to the Absorbing Company under universal succession of title and all the existing shares of the Absorbed Companies will be cancelled.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the Merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to the Luxembourg law.

*Fourth resolution:*

The Sole Shareholder resolved to grant full discharge to the managers of the Absorbed Company 2 for the performance of their mandate and until the date hereof.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le septième jour du mois de Décembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire public établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée Sky Halle S.à r.l., une société à responsabilité limitée récemment constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.892, constituée par acte notarié reçu par Maître Martine Schaeffer, le 7 décembre 2009, publié au "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", sous le numéro 35 en date du 7 janvier 2010 (la "Société Absorbée 2").

A comparu

Captiva Sky Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.871 (l'“Associé Unique”)

dûment représenté par Mr Gianpiero SADDI, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été donnée “ ne varietur” par le mandataire, agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'Associé Unique de la Société Absorbée 2;

II.- Qu'il est prévu de fusionner la Société Absorbée 2 et

Sky Greifswald S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.883, (la “ Société Absorbée 1”), ensemble définies avec la Société Absorbée 2 comme les “Sociétés Absorbées”,

soient absorbées par

Sky GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.884 (la “Société Absorbante”), la Société Absorbante ensemble définie avec les Sociétés Absorbées comme les “Sociétés Fusionnantes”, suite à quoi les Sociétés Absorbées cesseront d'exister, et l'ensemble de leurs actifs et passifs seront transférés à la Société Absorbante (la “Fusion”).

III.- Que les 12,500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société Absorbée 2, sont représentées de sorte que l'Associé Unique peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été préalablement dûment informé.

IV.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la “Loi”) concernant les fusions ont été respectées comme suit:

- Publication du projet commun de fusion relatif à la Fusion (le “Projet Commun de Fusion”) au Mémorial C numéro 2990 le 31 Octobre 2015, soit une période d'un mois avant que les assemblées générales extraordinaires des associés des Sociétés Fusionnantes aient été convoquées pour se prononcer sur la Fusion;

- Dépôt des documents requis par Article 267 de la Loi au siège social des Sociétés Fusionnantes un mois avant la date des assemblées générales extraordinaires des associés des Sociétés Fusionnantes convoquées pour se prononcer sur la Fusion.

V.- Que les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes ont renoncé suivant résolutions écrites datées du 30 septembre 2015 à l'établissement d'un rapport écrit détaillé par les organes d'administration ou de gestion sur le Projet Commun de Fusion, conformément à l'article 265(3) de la Loi.

VI.- Que les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes ont renoncé suivant résolutions écrites datées du 30 septembre 2015 à l'examen du Projet Commun de Fusion par des experts indépendants, conformément à l'article 266(5) de la Loi.

VII.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

- 1 Renonciation au droit de convocation;
  2. Présentation et approbation du Projet Commun de Fusion établi par la Société Absorbée 2, Sky Greifswald S.à r.l. et Sky GP S.à r.l. et reconnaissance de la disponibilité des documents en relation avec la fusion;
  3. Approbation de l'absorption de la Société Absorbée 2, Sky Greifswald S.à r.l. par Sky GP S.à r.l. comme décrit dans le Projet Commun de Fusion mentionné ci-dessus;
  4. Approbation d'accorder la décharge complète aux gérants de la Société Absorbée 2 dans le cadre de la résolution 3 ci-dessus; et
  5. Divers.
- Suite à l'approbation de ce qui précède, l'Associé Unique déclare ce qui suit:

*Première résolution:*

L'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant pour lui permettre un examen attentif de chaque document.

*Deuxième résolution:*

L'Associé Unique reconnaît que le conseil de gérance de la Société Absorbée 2 a approuvé le Projet Commun de Fusion entre la Société Absorbante et les Sociétés Absorbées le 30 Septembre 2015.

*Projet Commun de Fusion*

Le Projet Commun de Fusion a été conclu par la Société Absorbante et les Sociétés Absorbées par acte sous seing privé le 30 Septembre 2015 et publié au Mémorial C numéro 2990 du 31 Octobre 2015.

*Disponibilité de la documentation*

Conformément à l'Article 267 de la Loi, l'Associé Unique a eu connaissance de la documentation juridique relative à la Fusion qui a été rendu disponible pour examen au siège social de la Société Absorbante 2.

Après que ce qui précède ait été adopté par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

*Troisième résolution:*

L'Associé Unique décide d'approuver la Fusion telle que décrite dans le Projet Commun de Fusion.

La Fusion prendra effet au jour de la signature de l'acte notarié contenant le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la Société Absorbante approuvant la Fusion, et de l'associé unique des Sociétés Absorbées approuvant la Fusion, date à laquelle les Sociétés Absorbées cesseront d'exister et leurs actifs et passifs seront transférés de plein droit à la Société Absorbante en vertu de la transmission universelle de patrimoine et toutes les parts sociales existantes des Sociétés Absorbées seront annulées.

Le notaire soussigné certifie par la présente l'existence et la régularité de la Fusion et de tous les actes, documents et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes au regard de la loi luxembourgeoise.

*Quatrième résolution:*

L'Associé Unique décide d'accorder la décharge complète aux gérants de la Société Absorbée 2 pour l'exécution de leurs mandats et jusqu'à la date du présent.

Dont acte, fait et passé au Luxembourg, au jour indiqué en tête du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document au comparant, il a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte notarié.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande du comparant à l'assemblée, le présent acte notarié est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande du comparant, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 14 décembre 2015. Relation: 2LAC/2015/28609. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Référence de publication: 2015204041/198.

(150229858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

**Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.504,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 201.405.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of the month of September.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Invesco Real Estate Management S.à r.l., a company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 133.753,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, pursuant to a proxy given under private seal on September 22<sup>nd</sup>, 2015.

Which proxy shall be signed “ne varietur” by the attorney of the above named parties and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purposes of registration.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company (“société à responsabilité limitée”) which is hereby established as follows:

**Art. 1. Form, Name.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons and entities who may become members thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company shall in particular be appointed as and act as the unlimited partner of one or several partnership(s) in which it holds participations and/or shares.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

It may be dissolved by a resolution of the member(s), voting with the quorum and majority rules set by the applicable laws or by these articles of association, as the case may be, for any amendment of these articles of association.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its members deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Capital.** The issued capital of the Company is set at fifteen thousand five hundred and four British Pounds (GBP 15,504) divided into fifteen thousand five hundred and four (15,504) shares with a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, all of which are fully paid up.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its member(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the member(s) or to allocate funds to the legal reserve.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the members adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

**Art. 6. Shares.** Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-members is subject to the consent of members representing at least seventy five percent (75%) of the Company's capital. In accordance with the provisions of article 5 hereabove, the Company shall not give effect to any transfer of shares, if such transfer results in the Company having more than thirty (30) members or a physical person becoming a member of the Company.

**Art. 7. Managers.** The Company is managed by one or several managers who need not be members.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period.

The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Meetings of the board of managers shall be held at the registered office or such other place in Luxembourg as the board of managers may from time to time determine. A quorum of the board of managers shall be the presence or representation of half of the managers holding office.

Resolutions are taken by majority vote of the managers present or represented at the meeting.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another provided that where a conference call or video conference is used as a means of communication, it must be initiated and chaired from Luxembourg.

The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours prior to the beginning of such meeting. Each manager may waive his right to be convened as set out above by consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by any manager of the Company. Any proxies will remain attached thereto.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Managers' resolutions shall be conclusively certified or an extract thereof shall be issued under the individual signature of any manager.

Vis-à-vis third parties the manager or the board of managers (in the case of a board of managers) has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company.

The Company will be bound by the individual signature of the manager, or by the joint signatures of any two managers (in the case of a board of managers) or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated.

**Art. 8. Manager's Liability.** Except in case of negligence or wilful misconduct, the manager(s) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As agents of the Company, they are responsible only for the performance of their duties.

**Art. 9. Members.** Each member may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of members through a special proxy.

Decisions by members are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law at meetings held including meetings held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing members taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another, the participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company.

Meetings shall be called by the manager(s) by convening notice addressed by registered mail to members to their address appearing in the register of members held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (i) a majority of the members (ii) representing at least three quarters of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than twenty five (25) members, an annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the last Tuesday of the month of June of each year at 10 am. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

**Art. 10. Financial Year.** The accounting year begins on January 1<sup>st</sup> of each year and ends on December 31<sup>st</sup> of the same year.

**Art. 11. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

**Art. 12. Appropriation of Profits.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members.

The share premium account may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members. The general meeting of members may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 13. Dissolution, Liquidation.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, members or not, and who are appointed by the general meeting of members who will specify their powers and remunerations.

**Art. 14. Applicable Law.** If, and as long as one member holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

For anything not dealt with in the present articles of association, the members refer to the relevant legislation.

#### *Transitory disposition*

1) The first accounting year shall commence on the date of incorporation of the Company and shall terminate on December 31<sup>st</sup>, 2016.

2) The first annual general meeting shall be held on March 22<sup>nd</sup>, 2017, latest.

#### *Subscription and payment*

The articles of association of the Company having thus been drawn up, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

15,504 shares at GBP 1 each for a total of GBP 15,504.

Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

The amount of fifteen thousand five hundred and four British Pounds (GBP 15,504) corresponds to the amount of twenty-one thousand four hundred sixty-four euro and seventy-seven cent (EUR 21,464.77) according to the exchange rate published by the European Central Bank on September 22<sup>nd</sup>, 2015.

#### *Extraordinary general meeting*

The single member has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. The number of managers is set at two (2), and the following persons are appointed as manager of the Company for an undetermined period of time:

- Mr Fabrice COSTE, born on April 1<sup>st</sup>, 1973 in Liège (Belgium), with professional address at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mrs Marion GENIAUX, born on January 24<sup>th</sup>, 1984 in Bordeaux (France), with professional address 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing parties, represented as stated above, this deed is worded in English followed by a German translation. On request of the appearing parties, represented as stated above, and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the representative of the appearing parties, known to the notary by first and surname, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden englischen Textes:**

Im Jahr zweitausendundfünfzehn, am dreiundzwanzigsten September.

Vor Uns, Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Invesco Real Estate Management S.à r.l., eine gemäß der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit Sitz in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg und eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 133.753,

hier vertreten durch Frau Corinne PETIT, Angestellte, mit beruflicher Anschrift in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, auf Grund einer am 22. September 2015 privatschriftlich erteilten Vertretungsvollmacht.

Welche Vollmacht, nachdem sie durch den oben benannten Vertreter und den unterzeichnenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet wurde, mit dieser Urkunde verbunden bleiben soll, um zusammen registriert zu werden.

Die erschienene Person, die in der oben angeführten Eigenschaft tätig ist, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, nachstehende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu Protokoll zu nehmen, die hierdurch wie folgt errichtet wird:

**Art. 1. Form, Name.** Hiermit wird zwischen der erschienenen Partei und allen Personen und juristischen Personen, die gegebenenfalls darauf Mitglieder werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") mit dem Namen "Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l. " (die "Gesellschaft") eingerichtet. Die Gesellschaft wird durch diesen Gesellschaftsvertrag und durch die entsprechende Gesetzgebung geregelt.

**Art. 2. Geschäftsgegenstand.** Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Anteilen jeglicher Form in luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften jeder Art und das Management solcher Beteiligungen. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Ankauf und Tausch oder auf jegliche andere Art, Aktien, Anteile oder andere Wertpapierbeteiligungen, Rentenpapiere, Obligationen, Hinterlegungsscheine und andere Schuldtitel und im allgemeinen jegliche Wertpapiere oder Finanzinstrumente, die durch eine öffentliche oder private Gesellschaft ausgegeben wurden, erwerben. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Geschäftsführung oder Kontrolle jeglicher Gesellschaft oder Unternehmen teilhaben. Sie kann außerdem in die Gründung oder das Management eines Portfolios von Patenten oder anderen geistigen Eigentums jeglichen Ursprungs investieren.

Die Gesellschaft soll insbesondere als unbeschränkt haftender Gesellschafter für eine oder mehrere Kommanditgesellschaften, an welchen sie Beteiligungen oder Anteile hält, ernannt werden.

Darüberhinaus kann die Gesellschaft Kredite jedweder Art außer durch öffentliche Ausschreibung aufnehmen. Sie kann nur durch private Plazierung Scheine (notes), Schuldverschreibungen (bonds) und jede Art von Obligationen und Anteilspapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann an seine Tochtergesellschaften, verbundene Unternehmen und andere Gesellschaften Darlehen gewähren, einschließlich ohne Einschränkung, der Erlöse aus Kreditaufnahmen. Die Gesellschaft kann hinsichtlich ihres Gesamt- oder Teilvermögens auch Bürgschaften geben und Sicherheiten verpfänden, transferieren, belasten oder in anderer Weise eine Sicherheit kreieren oder gewähren, um seine eigenen Verpflichtungen oder anderer Gesellschaften zu ihrem eigenen Vorteil oder dem Vorteil einer anderen Gesellschaft oder Person zu gewährleisten. Der Klarheit halber, die Gesellschaft kann keiner regulierten Tätigkeit im Finanzsektor nachgehen ohne die dazu notwendige Autorisierung erhalten zu haben.

Die Gesellschaft kann jegliche Technologien oder Hilfsmittel benutzen, um ihr Investment effizient zu verwalten und sich selbst gegen Kreditrisiken, Wechselkursrisiken, Zinsrisiken und anderen Risiken abzusichern.

**Art. 3. Geschäftsdauer.** Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Die Gesellschaft kann jederzeit aufgelöst werden durch Beschluss des(r) Gesellschafter(s), der in Übereinstimmung mit diesem Gesellschaftervertrag oder dem nach dem Gesetz für die Änderung des Gesellschaftervertrags erforderlichen Quorum- und Mehrheitsregeln gefasst wird.

**Art. 4. Gesellschaftssitz.** Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann an jeden Ort im Großherzogtum verlegt werden. Dies geschieht durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Veränderung des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Art und Weise, beraten.

Die Adresse des eingetragenen Sitzes kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Stadtgemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende

solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Solche vorübergehende Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder der Geschäftsführung vorgenommen und den beteiligten Parteien mitgeteilt.

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das herausgegebene Stammkapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfzehntausendfünfhundertundvier britische Pfund (GBP 15.504), aufgeteilt auf fünfzehntausendfünfhundertundvier (15.504) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem (1) britischen Pfund. Alle diese Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Zusätzlich zum ausgegebenen Kapital kann ein Prämienkonto eingerichtet werden, in welches jede auf einen Anteil gezahlte Prämie zusätzlich zu seinem Nennwert übertragen wird. Der Betrag auf dem Prämienkonto kann für die Zahlung von Anteilen die die Gesellschaft von ihren(m) Gesellschafter(n) zurückkaufen kann, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlust, zur Ausschüttung an die (den) Gesellschafter in Form von Dividenden oder zur Einbringung von Fonds in die gesetzliche Rücklage verwendet werden.

Das Kapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Mitglieder, in der für die Veränderung des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Art und Weise, erhöht oder verringert werden.

**Art. 6. Anteile.** Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung auf Dritte der Einwilligung von mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals. In Übereinstimmung mit Art. 5 führt die Gesellschaft keine Anteilsübertragungen aus, die dazu führen würden, dass die Gesellschaft von mehr als dreißig (30) Gesellschaftern gehalten oder eine natürliche Person Gesellschafter wird.

**Art. 7. Geschäftsführung.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Sie werden durch einfache Mehrheit gewählt und abberufen. Dies geschieht auf der Generalversammlung, welche die Befugnis und die Dauer der Vollmachten beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt.

Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung mit oder ohne Grund (ad nutum) zu jeder Zeit widerrufen werden.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern, bilden diese die Geschäftsführung. Die Geschäftsführersitzung wird am Gesellschaftssitz oder durch Beschluss der Geschäftsführung an einem anderen Ort in Luxemburg abgehalten. Für die Beschlussfähigkeit der Geschäftsführung ist die Anwesenheit oder Vertretung von mindestens der Hälfte der genannten Geschäftsführer erforderlich.

Entscheidungen werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Jeder Geschäftsführer kann an den Geschäftsführungssitzungen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln, die es ihm ermöglichen mit anderen zu kommunizieren, teilnehmen, vorausgesetzt, dass die Sitzung welche mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten wird, von Luxemburg aus geleitet und initiiert wird.

Die Teilnahme, oder das Abhalten einer solchen Versammlung, entspricht einer persönlichen Teilnahme an den Sitzungen. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer der hierzu bevollmächtigt ist vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind zu jeder Geschäftsführersitzung mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor ihrem Beginn durch schriftliche Einladung, welche eine Tagesordnung zu enthalten hat, in welcher sämtliche Punkte von Bedeutung für die Sitzung aufgeführt sind, zu benachrichtigen. Auf diese Einberufung kann, wie oben ausgeführt, seitens der Geschäftsführer durch Zustimmung jedes einzelnen entweder schriftlich oder per Telegramm, Telekopie oder per Email verzichtet werden. Spezifische Einberufungen sind für einzelne Versammlungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführerbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden, nicht notwendig.

Die Beschlüsse der Geschäftsführer werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches von einem Geschäftsführer unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

Ein Beschluss in schriftlicher Form, unterzeichnet von allen Geschäftsführern, ist genauso wirksam als ob er durch eine wirksam einberufene und durchgeführte Geschäftsführerversammlung getroffen worden wäre. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen von allen Geschäftsführern unterschriebenen Dokument oder in mehreren Dokumenten gleichen Inhalts, welches jedes von einem einzigen Geschäftsführer unterschrieben wurde, dokumentiert werden.

Die Beschlüsse der Geschäftsführer sollten beweiskräftig beglaubigt sein, oder ein Auszug dieser muss von jedem Geschäftsführer unterschrieben werden.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (im Falle einer Geschäftsführung) die weitestreichende Macht um in allen Lagen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Lagen, jeden Akt und jede Handlung im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheissen.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des Geschäftsführers, der gemeinsamen Unterschrift von zwei Geschäftsführern (im Falle einer Geschäftsführung) oder durch die Unterschrift einer oder mehrerer Personen, welche durch Delegation einer der Gesellschafter dazu befugt sind, gebunden sein.

**Art. 8. Haftung der Geschäftsführung.** Der oder die Geschäftsführer übernehmen, aufgrund ihrer Position, keine persönliche Haftung für Handlungen, die im Namen der Gesellschaft geschehen, abgesehen von Vorsatz oder Fahrlässigkeit. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie nur für die Erfüllung ihrer Verpflichtungen verantwortlich.

**Art. 9. Gesellschafter.** Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Anteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Die in Sitzungen, Telefonkonferenzschaltung, Videokonferenzschaltung oder durch andere Kommunikationsmittel, falls und soweit durch das luxemburgische Gesellschaftsrecht vorgesehen, gefassten Beschlüsse, welche erlauben sich zu verständigen und durch welche die Teilnahmen an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel der persönlichen Anwesenheit entspricht, werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgesehenen Form und Mehrheit gefasst. Eine ordnungsgemäße Sitzung der Gesellschaftsmitglieder sollte die ganze Anteilsinhaberschaft vertreten.

Die Einberufung der Sitzung durch den/die Geschäftsführer hat wenigstens acht (8) Tage vor dem für die Sitzung geplanten Termin zuzugehen und erfolgt mittels eingeschriebenen Briefes an die Adresse der Gesellschafter die im Register der Gesellschafter der Gesellschaft eingetragen ist. Wenn das gesamte Stammkapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Gemeinschaftliche Beschlüsse sind nur wirksam, wenn sie durch Stimmenmehrheit von mehr als der Hälfte des Stammkapitals abgegeben werden. Beschlüsse die die Änderung des Gesellschaftsvertrages betreffen, werden (i) durch Stimmenmehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des herausgegebenen Stammkapitals entsprechen, gefasst.

Im Falle dass, und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, hat jedes Jahr, am letzten Dienstag im Monat Juni um 10 Uhr vormittags eine Generalversammlung am Geschäftssitz in Luxemburg statt zu finden. Wenn dies kein Werktag sein sollte, wird die Sitzung am darauffolgenden Werktag stattfinden.

**Art. 10. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

**Art. 11. Finanzbericht.** Jedes Jahr sowie am Ende des ersten Geschäftsjahres wird der Jahresbericht durch den Geschäftsführer oder eventuell durch die Geschäftsführung verfasst.

Der Finanzbericht steht den Anteilhabern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

**Art. 12. Gewinnverteilung.** Fünf Prozent (5%) des jährlichen Reingewinns der Gesellschaft werden dem vom Gesetz verlangten Reservefonds zugewiesen. Diese Zuweisung wird nicht mehr verlangt, sobald und solange der Reservefonds sich auf zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beläuft.

Die Mitglieder können aufgrund von vom Geschäftsführer oder von der Geschäftsführung ausgearbeiteten Finanzberichten die Ausschüttung von Zwischendividenden beschließen. Dies zeigt dass genügend Rücklagen zur Verteilung vorhanden sind. Der ausgegebene Betrag kann jedoch nicht die seit dem letzten Geschäftsjahresende erzielten realisierten Gewinne, erhöht durch die übertragenen Gewinne und die aufzuteilenden Reserven aber unter Abzug der übertragenen Verluste und Beträge welche auf ein Reservekonto eingezahlt werden müssen, nicht überschreiten.

Dieser Restbetrag wird durch Beschluss der Generalversammlung an die Mitglieder ausgeschüttet.

Das Anteilsprämienkonto wird durch Beschluss der Generalversammlung an die Anteilhaber ausgegeben. Die Generalversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf das Reservekonto zu überweisen.

**Art. 13. Auflösung, Liquidation.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren welche Gesellschafter oder nicht sein können, und die durch die Generalversammlung ernannt werden. Diese legt ebenfalls ihre Befugnisse und Vergütung fest.

**Art. 14. Anwendbares Recht.** Falls, und solange nur ein Mitglied alle Anteile der Gesellschaft besitzt, besteht die Gesellschaft als Ein-Person-Gesellschaft gemäß Artikel 179(2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften; in diesem Fall sind unter anderem Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes anwendbar.

Für alle nicht in diesem Gesellschaftsvertrag geregelten Angelegenheiten finden die entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen Anwendung.

#### *Übergangsbestimmungen*

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2016.
- 2) Die erste jährliche Generalversammlung findet spätestens am 22. März 2017 statt.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Nach Errichtung der Satzung der Gesellschaft, hat die erschienene Person die nachstehend angeführte Zahl von Anteilen gezeichnet und die folgenden Beträge in Bar eingezahlt:

15.504 Anteile zu jeweils GBP 1, mithin einen Gesamtbetrag von GBP 15.504.

Der Nachweis über diese Zahlung wurde gegenüber dem unterzeichnenden Notar erbracht.

#### *Auslagen*

Die Kosten, Auslagen, Vergütungen und Lasten jedweder Form, die von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf circa eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400) geschätzt.

Der Betrag von fünfzehntausendfünfhundertvier britische Pfund (GBP 15.504) beläuft sich auf einundzwanzigtausend vierhundertvierundsechzig Euro und siebenundsiebzig Cent (EUR 21.464,77), gemäß Wechselkurs der Europäischen Zentralbank vom 22. September 2015.

#### *Ausserordentliche Generalversammlung*

Der alleinige Gesellschafter hat sodann die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg.
2. Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf zwei (2) festgelegt, wobei die folgenden Personen auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer bestellt werden:
  - Herr Fabrice COSTE, geboren am 1. April 1973 in Liège (Belgien), geschäftsansässig in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und
  - Frau Marion GENIAUX, geboren am 24. Januar 1984 in Bordeaux (Frankreich), geschäftsansässig in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der oben erschienen Parteien die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Version verfasst ist, und dass auf Hinweis derselben erschienen Parteien im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen, die englische Version maßgebend sein soll.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen, am Datum wie eingangs erwähnt in Luxemburg.

Nachdem diese Urkunde dem Vertreter der auftretenden Parteien, welcher dem unterzeichnenden Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt ist, vorgelesen wurde, hat er zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 01 octobre 2015. 2LAC/2015/22040. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2015.

Référence de publication: 2015183893/379.

(150205501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

#### **Restaurant um Eck s. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3813 Schiffflange, 9-11, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 202.433.

#### — STATUTS

L'an deux mil quinze, le vingt novembre.

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Antonino ENGLARO, restaurateur, né à Differdange, le 28 février 1970, NIN 1970 0228 455, demeurant à L-3714 Rumelange, rue de la Bruyère.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «RESTAURANT UM ECK s. à r.l.».

**Art. 2.** Le siège social est établi dans la Commune de Schiffflange.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

**Art. 3.** La société a pour objet l'exploitation d'un établissement de restauration avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques.

De manière générale, la société pourra passer tous actes et prendre toutes dispositions de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

La société est encore habilitée à faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou de nature à en faciliter la réalisation.

**Art. 4.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (Eur 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

**Art. 5.** Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

**Art. 7.** Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

**Art. 8.** La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

**Art. 9.** Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 10.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

**Art. 11.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 12.** L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

**Art. 13.** Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

**Art. 14.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

**Art. 15.** Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

#### *Frais:*

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (Eur 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

*Loi anti-blanchiment*

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclare connaître le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

*Souscription*

Les cent (100) parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites par Monsieur Antonino ENGLARO, prénommé.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2016.

*Assemblée générale*

Le fondateur prénommé, détenant l'intégralité des parts sociales s'est constitué en Assemblée Générale et a pris les résolutions suivantes:

- 1) La société sera gérée par un gérant unique, à savoir Monsieur Antonino ENGLARO, restaurateur, né à Differdange, le 28 février 1970, NIN 1970 0228 455, demeurant à L-3714 Rumelange, rue de la Bruyère.
- 2) Le siège social est fixé à L-3813 Schiffflange, 9-11, rue Basse.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: A. Englaro, C. Mines.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 23 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/36839. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

*Le Receveur* (signé): Paul MOLLING.

POUR COPIE CONFORME.

Capellen, le 30 novembre 2015.

Référence de publication: 2015207246/101.

(150232912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

**SLIS S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 181.968.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens des dispositions de la loi du 11 mai 2007, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "SLIS S.A. SPF", en liquidation volontaire, établie et ayant son siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 181968, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 19 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 58 du 7 janvier 2014,

et dont les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors.

La Société a été mise en liquidation et Monsieur Stéphane WARNIER, employé privé, né à Watermael-Boitsfort (Belgique), le 25 mars 1966, demeurant professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, a été nommé en tant que liquidateur (le "Liquidateur") suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 décembre 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

La Présidente désigne Madame Anaïs DEYGLUN, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 7 décembre 2015, a approuvé le rapport du liquidateur daté du 7 décembre 2015 (le "Rapport du Liquidateur") ainsi que les comptes de liquidation établis au 15 novembre 2015 (les "Comptes de Liquidation"), a nommé "CHESTER & JONES S.à r.l.", une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-1711 Luxembourg, 14, rue Bernard Haal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 120602, en tant que commissaire à la liquidation (le "Commissaire à la Liquidation") chargé de l'établissement des comptes de clôture (les "Comptes de Clôture") et du rapport du commissaire à la liquidation (le "Rapport du Commissaire à la Liquidation") et qui a fixé à ces jour, heure et lieu la présente Assemblée;

B) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

#### *Ordre du jour*

1. Examen et approbation du Rapport du Commissaire à la Liquidation;
2. Approbation des Comptes de Clôture;
3. Décharge à accorder au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation pour l'exécution de leurs mandats en relation avec la liquidation de la Société;
4. Approbation du transfert de tous les actifs et passifs de la Société conformément à ce qu'il ressort des Comptes de Clôture de la Société;
5. Conservation des livres et documents de la Société;
6. Approbation de la clôture de la liquidation de la Société avec effet à la date de ce jour;
7. Divers.

C) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; laquelle, signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

E) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

F) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Ayant eu communication du Rapport du Commissaire à la Liquidation, l'Assemblée approuve ledit rapport qui conclut à la conformité du Rapport du Liquidateur aux lois et obligations légales luxembourgeoises et à un exposé sincère et véritable des opérations de liquidations de la Société.

Le Rapport du Commissaire à la Liquidation, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

#### *Deuxième résolution*

Confirmant par les présentes les conclusions contenues dans le Rapport du Commissaire à la Liquidation, l'Assemblée décide d'approuver les Comptes de Clôture.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée donne décharge pleine et entière au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation pour l'exécution de leurs mandats en rapport avec les opérations de liquidation de la Société.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'approuver le transfert de tous les actifs et passifs de la Société, conformément à ce qu'il ressort des Comptes de Clôture, avec effet à la date du présent acte.

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide que les livres et autres documents de la Société resteront déposés pendant une période de cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, et que toutes les sommes et valeurs éventuelles revenant aux actionnaires et aux créanciers qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même endroit au profit de qui il appartiendra.

*Sixième résolution*

L'Assemblée décide de procéder à la clôture de la liquidation de la Société avec effet à la date de ce jour.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille cent euros.

DONT ACTE, passé à Redange-sur-Attert, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, A. DEYGLUN, C. DOSTERT, D. KOLBACH

Enregistré à Diekirch A.C., le 10 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21352. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé):* Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015207329/96.

(150233406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

**Alvo S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 178.461.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens des dispositions de la loi du 11 mai 2007, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "ALVO S.A. SPF", en liquidation volontaire, établie et ayant son siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 178461, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire alors de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 2 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2068 du 26 août 2013,

et dont les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors.

La Société a été mise en liquidation et Monsieur Stéphane WARNIER, employé privé, né à Watermael-Boitsfort (Belgique), le 25 mars 1966, demeurant professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, a été nommé en tant que liquidateur (le "Liquidateur") suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 décembre 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

La Présidente désigne Madame Anaïs DEYGLUN, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 7 décembre 2015, a approuvé le rapport du liquidateur daté du 7 décembre 2015 (le "Rapport du Liquidateur") ainsi que les comptes de liquidation établis au 30 novembre 2015 (les "Comptes de Liquidation"), a nommé "CHESTER & JONES S.à r.l.", une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-1711 Luxembourg, 14, rue Bernard Haal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 120602, en tant que commissaire à la liquidation (le "Commissaire à la Liquidation") chargé de l'établissement des comptes de clôture (les "Comptes de Clôture") et du rapport du commissaire à la liquidation (le "Rapport du Commissaire à la Liquidation") et qui a fixé à ces jour, heure et lieu la présente Assemblée;

B) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

### *Ordre du jour*

1. Examen et approbation du Rapport du Commissaire à la Liquidation;
2. Approbation des Comptes de Clôture;
3. Décharge à accorder au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation pour l'exécution de leurs mandats en relation avec la liquidation de la Société;
4. Approbation du transfert de tous les actifs et passifs de la Société conformément à ce qu'il ressort des Comptes de Clôture de la Société;
5. Conservation des livres et documents de la Société;
6. Approbation de la clôture de la liquidation de la Société avec effet à la date de ce jour;
7. Divers.

C) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; laquelle, signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

E) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

F) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Ayant eu communication du Rapport du Commissaire à la Liquidation, l'Assemblée approuve ledit rapport qui conclut à la conformité du Rapport du Liquidateur aux lois et obligations légales luxembourgeoises et à un exposé sincère et véritable des opérations de liquidations de la Société.

Le Rapport du Commissaire à la Liquidation, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

#### *Deuxième résolution*

Confirmant par les présentes les conclusions contenues dans le Rapport du Commissaire à la Liquidation, l'Assemblée décide d'approuver les Comptes de Clôture.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée donne décharge pleine et entière au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation pour l'exécution de leurs mandats en rapport avec les opérations de liquidation de la Société.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'approuver le transfert de tous les actifs et passifs de la Société, conformément à ce qu'il ressort des Comptes de Clôture, avec effet à la date du présent acte.

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide que les livres et autres documents de la Société resteront déposés pendant une période de cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, et que toutes les sommes et valeurs éventuelles revenant aux actionnaires et aux créanciers qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même endroit au profit de qui il appartiendra.

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée décide de procéder à la clôture de la liquidation de la Société avec effet à la date de ce jour.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

#### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille cent euros.

DONT ACTE, passé à Redange-sur-Attert, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, A. DEYGLUN, C. DOSTERT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 10 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21357. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur* (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015206207/96.

(150233404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

**Sky GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 449.227,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 149.884.

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of December.

In front of Maître Martine Schaeffer, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Captiva Sky Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.871 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by MR Gianpiero SADDI, notary clerk, with professional address at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Sky GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.884, incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer dated 7 December 2009 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1385 dated 6 January 2010 (the "Absorbing Company").

II. It is intended that the Company, as Absorbing Company, absorbs by way of merger:

- Sky Greifswald S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149.883 (the "Absorbed Company 1"); and

- Sky Halle S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149.892 (the "Absorbed Company 2"), together with the Absorbed Company 1 defined as the "Absorbed Companies" and the Absorbed Companies together with the Absorbing Company, referred as the "Merging Companies"),

whereby the Absorbed Companies will cease to exist, and their entire assets and liabilities will be transferred to the Absorbing Company (the "Merger").

III. The provisions of the Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915, as amended (the "Law") regarding mergers have been complied with as follows:

- Publication of the common terms of merger (the "Common Terms of Merger") in the Mémorial C number 2990 on 31 October 2015, being a period of at least one month before the date of the extraordinary general meetings of the shareholders of the Merging Companies convened to decide on the Merger;

- Deposit of the documents required by Article 267 of the Law at the registered office of the Merging Companies one month before the date of the extraordinary shareholders general meetings of the Merging Companies convened to decide on the Merger.

IV. That the shareholders of the Merging Companies have waived pursuant to written resolutions dated September 30, 2015 the requirement of a special report of the management board in relation to the Common Terms of Merger, in accordance with article 265(3) of the Law.

V. That the shareholders of the Merging Companies have waived pursuant to written resolutions dated September 30, 2015 the requirement that the Common Terms of Merger be examined by independent experts, in accordance with article 266(5) of the Law.

VI. The present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

*Agenda:*

1. Waiving of convening notice;
2. Approval of the merger by absorption of Sky Greifswald S.à r.l. and Sky Halle S.à r.l. by the Company in accordance with the Common Terms of Merger;
3. Approval of the Common Terms of Merger established by the Absorbing Company, Sky Greifswald S.à r.l. and Sky Halle S.à r.l. and acknowledgment of the availability of documents in relation to the merger;
4. Increase of the share capital of the Absorbing Company in the framework of the Merger, by an amount of EUR 436,727.00 (four hundred thirty six thousand seven hundred and twenty seven Euros) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500.00 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 449,227.00 (four hundred forty nine thousand two hundred and twenty seven Euros) by the issuance of 436,727 (four hundred thirty six thousand seven hundred and twenty seven) new shares with a nominal value of EUR 1.00 (one Euro) each and subject to a merger premium in the amount of EUR 4,582.37 (four thousand five hundred and eighty two Euros and thirty seven Cents);
5. Subscription of the new shares by Captiva Sky Holding S.à r.l.;
6. Amendment of the first paragraph of article 6 of the articles of association of the Company; and
7. Miscellaneous.

Then the Sole Shareholder of the Company, present or represented, after deliberation, took the following resolutions:

*First resolution:*

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

*Second resolution:*

The Sole Shareholder acknowledges that the board of managers of the Absorbing Company has approved the Common Terms of Merger between the Absorbing Company and the Absorbed Companies on September 30, 2015.

*Common Terms of Merger*

The Common Terms of Merger have been executed by the Absorbing Company and the Absorbed Companies under private seal on September 30, 2015 and published in the Mémorial C, number 2990 dated 31 October 2015.

*Public documentation*

In accordance with Article 267 of the Law, the Sole Shareholder had due knowledge of the legal documentation in relation to the Merger that has been made available for inspection at the registered office of the Absorbing Company.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolution has been passed:

*Third resolution:*

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger, which is described in the Common Terms of Merger.

The Merger shall become effective on the day of the execution of the notarial deed containing the minutes of the extraordinary general meetings of the sole shareholder of the Absorbing Company approving the Merger and of the sole shareholder of the Absorbed Companies approving the Merger, on which date notably the Absorbed Companies will cease to exist and their assets and liabilities shall be transferred by operation of law to the Absorbing Company under universal succession of title.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the Merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to the Luxembourg law.

*Fourth resolution:*

As a consequence of the aforesaid merger, the Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Absorbing Company by an amount of EUR 436,727.00 (four hundred thirty six thousand seven hundred and twenty seven Euros)

so as to raise it from its current amount of EUR 12,500.00 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 449,227.00 (four hundred forty nine thousand two hundred and twenty seven Euros),

by the issuance of 436,727 (four hundred thirty six thousand seven hundred and twenty seven) new shares with a nominal value of EUR 1.00 (one Euro) each, subject to a merger premium in the amount of EUR 4,582.37 (four thousand five hundred and eighty two Euros and thirty seven Cents), (the "New Shares") in the framework of the Merger.

*Fifth resolution:*

The Sole Shareholder resolves to accept the intervention, the subscription and the payment of the New Shares by the Sole Shareholder of the Absorbed Companies, Captiva Sky Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à

responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.871 in the framework of the Merger.

*Intervention - Subscription - Payment*

Thereupon intervenes Captiva Sky Holding S.à r.l., here represented by Mr Gianpiero SADDI, prenamed, by virtue of a power of attorney given under private seal and declares to subscribe to the New Shares.

*Evidence of the value of the Absorbed Company*

The net assets of the Absorbed Company 1 amount to EUR 180,940.18 (one hundred eighty thousand nine hundred and forty Euros and eighteen Cents).

The net assets of the Absorbed Company 2 amount to EUR 260,369.19 (two hundred sixty thousand three hundred and sixty nine Euros and nineteen cents).

*Sixth resolution:*

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 6 of the Articles to reflect the new share capital as follows:

“ **Art. 6.** The subscribed share capital is set at EUR 449,227.00 (four hundred forty nine thousand two hundred and twenty seven Euros), represented by 449,227.00 (four hundred thirty six thousand seven hundred and twenty seven) shares with a nominal value of EUR 1.00 (one Euro) each, all fully paid-up.”

No other amendment is to be made to this article.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le septième jour du mois de Décembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire public établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée Sky GP S.à r.l. (la «Société Absorbante») constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.884, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Martine Schaeffer, en date du 7 Décembre 2009, publié au «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations», sous le numéro 1385 en date du 10 janvier 2010.

A comparu

Captiva Sky Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.871 (l'«Associé Unique»),

dûment représenté par Mr Gianpiero SADDI, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été donnée “ ne varietur” par le mandataire, agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de la Société Absorbante;

II.- Qu'il est prévu que la Société Absorbante fusionne avec:

- Sky Greifswald S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.883 (la “Société Absorbée 1”);

- Sky Halle S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.892 (la “Société Absorbée 2”), ensemble définies avec la Société Absorbée 1 comme les “Sociétés Absorbées”, les Sociétés Absorbées ensemble définies avec la Société Absorbante comme les “Sociétés Fusionnantes”, suite à quoi les Sociétés Absorbées cesseront d'exister, et l'ensemble de leurs actifs et passifs seront transférés à la Société Absorbante (la “Fusion”).

III.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la “Loi”) concernant les fusions ont été respectées comme suit:

- Publication du projet commun de fusion relatif à la Fusion (le "Projet Commun de Fusion") au Mémorial C numéro 2990 le 31 octobre 2015, soit une période d'un mois avant que les assemblées générales extraordinaires des associés des Sociétés Fusionnantes aient été convoquées pour se prononcer sur la Fusion;

- Dépôt des documents requis par Article 267 de la Loi au siège social des Sociétés Fusionnantes un mois avant la date des assemblées générales extraordinaires des associés des Sociétés Fusionnantes convoquées pour se prononcer sur la Fusion.

IV - Que les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes ont renoncé suivant résolutions écrites datées du 30 septembre 2015 à l'établissement d'un rapport écrit détaillé par les organes d'administration ou de gestion sur le Projet Commun de Fusion, conformément à l'article 265(3) de la Loi.

V - Que les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes ont renoncé suivants résolutions écrites datées du 30 septembre 2015 à l'examen du Projet Commun de Fusion par des experts indépendants, conformément à l'article 266(5) de la Loi.

VI.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation de la fusion par absorption de Sky Greifswald S.à r.l. et Sky Halle S.à r.l. par la Société Absorbante conformément au Projet Commun de Fusion;
3. Approbation du Projet Commun de Fusion établi par la Société Absorbante, Sky Greiswald S.à r.l. and Sky Halle S.à r.l. et reconnaissance de la disponibilité des documents en relation avec la fusion;
4. Augmentation du capital social de la Société Absorbante dans le cadre de la Fusion, d'un montant de 436,727.00 EUR (quatre cent trente-six mille sept cent vingt-sept euros), afin de le porter de son montant actuel de 12,500.00 EUR (douze mille cinq cents euros) à un montant de 449,227.00 EUR (quatre cent quarante-neuf mille deux cent vingt-sept euros) par l'émission de 436,727 (quatre cent trente-six mille sept cent vingt-sept) actions ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune, et moyennant le paiement d'une prime de fusion d'un montant de 4,582.37 EUR (quatre mille cinq cent quatre-vingt-deux euros et trente-sept centimes);
5. Souscription des nouvelles actions par Captiva Sky Holding S.à r.l.;
6. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société; et
7. Divers.

L'Associé Unique de la Société, présent ou représenté, après délibération, a ensuite pris les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant pour lui permettre un examen attentif de chaque document.

*Deuxième résolution:*

L'Associé Unique reconnaît que le conseil de gérance de la Société Absorbante a approuvé le Projet Commun de Fusion entre la Société Absorbante et les Société Absorbées le 30 septembre 2015.

*Projet Commun de Fusion*

Le Projet Commun de Fusion a été conclu par la Société Absorbante et les Sociétés Absorbées par acte sous seing privé le 30 septembre 2015 et publié au Mémorial C numéro 2990 du 31 octobre 2015.

*Disponibilité de la documentation*

Conformément à l'Article 267 de la Loi, l'Associé Unique a eu connaissance de la documentation juridique relative à la Fusion qui a été rendu disponible pour examen au siège social de la Société Absorbante.

Après que ce qui précède ait été adopté par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

*Troisième résolution:*

L'Associé Unique décide d'approuver la Fusion telle que décrite dans le Projet Commun de Fusion.

La Fusion prendra effet au jour de la signature de l'acte notarié contenant le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'Associé Unique de la Société Absorbante approuvant la Fusion, et de l'associé unique des Sociétés Absorbées approuvant la Fusion, date à laquelle les Sociétés Absorbées cesseront d'exister et leurs actifs et passifs seront transférés de plein droit à la Société Absorbante en vertu de la transmission universelle de patrimoine.

Le notaire soussigné certifie par la présente l'existence et la régularité de la Fusion et de tous les actes, documents et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes au regard de la loi luxembourgeoise.

*Quatrième résolution:*

Suite à la réalisation de la fusion, l'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société Absorbante d'un montant de 436,727.00 EUR (quatre cent trente-six mille sept cent vingt-sept euros)

afin de le porter de son montant actuel de 12,500.00 EUR (douze mille cinq cents euros) à 449,227.00 EUR (quatre cent quarante-neuf mille deux cent vingt-sept euros)

par l'émission de 436,727 (quatre cent trente-six mille sept cent vingt-sept) nouvelles actions ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euros) chacune, moyennant le paiement d'une prime de fusion d'un montant de 4,582.37 EUR (quatre mille cinq cent quatre-vingt-deux euros et trente-sept centimes) (les "Nouvelles Actions") dans le cadre de la Fusion.

*Cinquième résolution:*

L'Associé Unique décide d'accepter l'intervention, la souscription et le paiement des Nouvelles Actions par l'Associé Unique des Sociétés Absorbées, Captiva Sky Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.871, dans le cadre de la Fusion.

*Intervention - Souscription - Paiement*

Intervient ensuite Captiva Sky Holding S.à r.l., ici représentée par Mr Gianpiero SADDI, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, laquelle déclare souscrire aux Nouvelles Actions.

*Preuve de la valeur de la Société Absorbée*

Les actifs nets de la Société Absorbée 1 s'élèvent à 180,940.18 EUR (cent quatre-vingt mille neuf cent quarante euros et dix-huit centimes).

Les actifs nets de la Société Absorbée 2 s'élèvent à 260,369.19 EUR (deux cent soixante mille trois cent soixante-neuf euros et dix-neuf centimes).

*Sixième résolution:*

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé unique a décidé de modifier l'article 6 des Statuts afin de refléter le nouveau capital social afin de lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 6.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à 449,227.00 EUR (quatre cent quarante-neuf mille deux cent vingt-sept euros), représenté par 449,227.00 (quatre cent trente-six mille sept cent vingt-sept euros) actions d'un montant nominal de 1.00 EUR (un) chacune, entièrement libérées.”

Aucune autre modification n'est apportée à cet article.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au jour indiqué en tête du présent document.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande des comparants susmentionnés, le présent acte notarié est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande des comparants, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 14 décembre 2015. Relation: 2LAC/2015/28610. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Référence de publication: 2015204902/248.

(150229857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2015.

---

**Alphabet Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 40.471.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015175537/9.

(150195240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---